

Ecrit par Echo du Mardi le 27 mai 2024

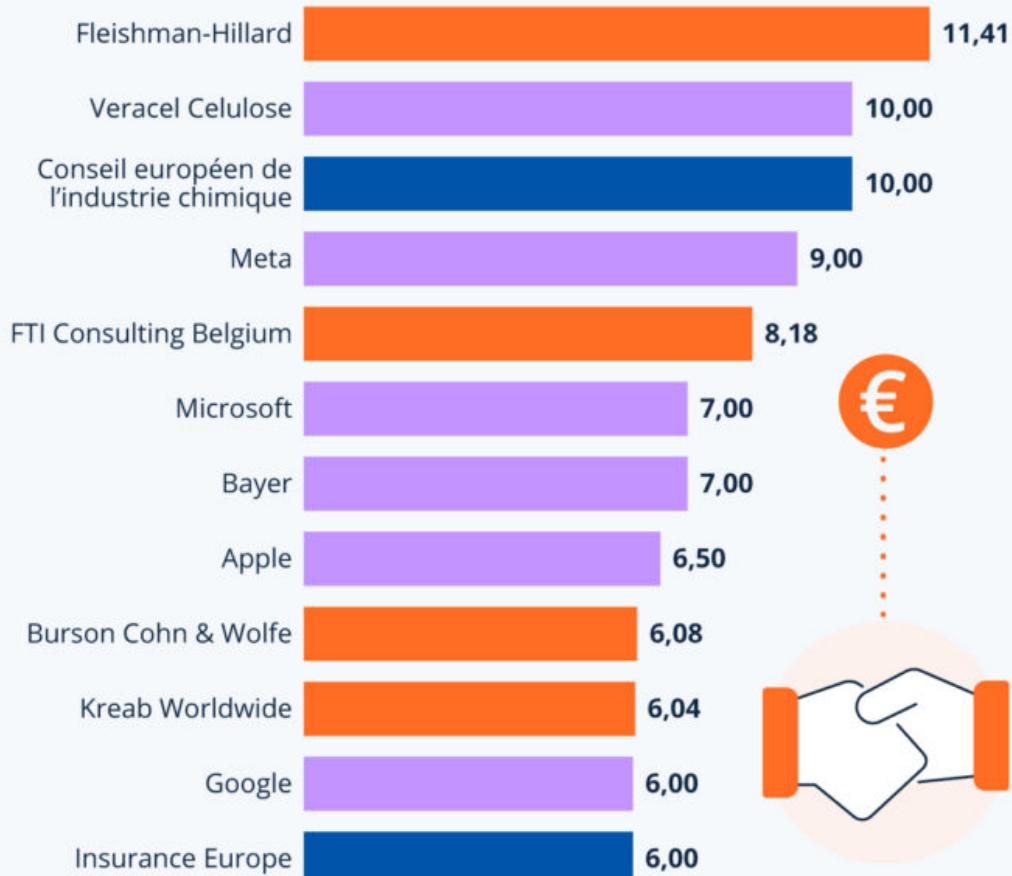
# Lobbying : les entreprises les plus actives à Bruxelles

Ecrit par Echo du Mardi le 27 mai 2024

# Lobbying : les entreprises les plus actives à Bruxelles

Sociétés/fédérations avec les dépenses de lobbying auprès de l'UE les plus élevées en 2023 (millions d'euros)

■ Entreprises ■ Fédérations sectorielles européennes  
■ Agences de communication/relations publiques\*



\* Défendent et promeuvent les intérêts de leurs clients.

La plupart des données sont communiquées par les organisations elles-mêmes et n'ont pas nécessairement été vérifiées de manière indépendante.

Sources : LobbyFacts, registre de transparence européen



Ecrit par Echo du Mardi le 27 mai 2024

Quelque 50 000 lobbyistes travaillent actuellement à Bruxelles pour le compte de plus de 12 000 organisations inscrites, selon les données du registre de transparence de l'Union européenne. Si l'on rapporte ce nombre aux 705 députés qui siègent au Parlement européen, cela donne un ratio de 70 lobbyistes par élu en moyenne. Des chiffres qui illustrent l'ampleur de ce phénomène dans le processus décisionnel au sein des institutions européennes. Mais quelles entreprises sont les plus actives en matière de lobbying auprès de l'UE ?

Comme le montre le suivi de [LobbyFacts](#), qui compile les données du registre de transparence, parmi les acteurs les plus dépensiers en matière de lobbying auprès des institutions de l'UE, on trouve les géants technologiques américains (Meta, Microsoft, Apple et Google), des représentants de l'industrie chimique (Bayer et la fédération sectorielle européenne), ainsi que plusieurs agences de relations publiques qui défendent et promeuvent les intérêts de clients auprès de l'UE (Fleishman-Hillard, FTI Consulting, Burson Cohn & Wolfe, Kreab). En 2023, les acteurs cités ci-dessus ont respectivement déclaré des dépenses de lobbying à Bruxelles comprises entre 6 et 11 millions d'euros.

L'existence du registre de l'UE est souvent présentée comme un gage de transparence. Il s'accompagne de règles censées encadrer les activités de lobbying et les rapports des lobbyistes avec les députés européens. Des groupes d'influence sont toutefois régulièrement mis en cause et accusés d'ingérence. En février dernier, les lobbyistes du groupe Amazon ont fait parler d'eux en ayant vu leurs accréditations être retirées par le Parlement européen. Une décision prise pour sanctionner l'attitude de la multinationale, qui refusait de prendre part à des auditions sur les conditions de travail dans ses entrepôts de logistique.

De Tristan Gaudiaut pour Statista